

# Édito

## Croiser les approches et les outils pour penser l'évolution des rapports de domination contemporains

Ellen Hertz, Patricia Roux, Amel Mahfoudh et Christine Delphy

Avec ce numéro, *Nouvelles Questions Féministes* propose une série de traductions originales, dans le but de faire connaître des analyses féministes que nous estimons importantes mais qui sont mal diffusées dans la littérature francophone actuelle<sup>1</sup>. Traitant de thématiques différentes, les quatre articles choisis pour le *Grand angle* sont reliés par la volonté de leurs auteures d'expérimenter de nouveaux outils pour comprendre les transformations induites, d'une part, par la montée du néolibéralisme et les limites des politiques féministes *mainstream* visant à y faire face et, d'autre part, par la sophistication croissante de l'analyse féministe elle-même, nourrie par (et nourrissant) des courants de pensée voisins tels que les études post-coloniales et les *Queer Studies*. Ce faisant, ils montrent, chacun à leur manière, les liens qui unissent action et pensée féministes, et plaident pour le renforcement aussi bien du statut des femmes que des analyses intégrant une perspective de genre au sein des instances de décision politiques, économiques et académiques.

Ces articles prolongent les questions soulevées par plusieurs numéros de la revue ces dernières années et reflètent des nœuds de problématisation inachevée, débattue, ouverte pour la pensée et l'action féministes aujourd'hui. Ainsi, tous les articles traitent, d'une manière ou d'une autre, de la question de l'«imbrication des rapports de pouvoir» (*NQF*, vol. 34, N° 1, 2015), problématique centrale dans les études genre contemporaines. En effet, analyser et combattre les rapports de pouvoir induits et reflétés par

---

1. Nous remercions vivement les traductrices qui ont bien voulu œuvrer, dans un délai bien court, à la mise en forme de ces articles : Annick Boisset,

Magali Delaloye, Christine Delphy, Marianne Kac-Vergne et Danielle Morichon.

tout système de catégorisation – que ce soit la dichotomie hétéro/homo (Jackson, ce numéro), Occident/Orient (Niranjana, ce numéro), immigré/indigène (Avdela, ce numéro) ou citoyenneté active/passive (Rodríguez-Ruiz, ce numéro) – requiert une approche sensible aussi bien aux différences qu'aux similitudes entre des systèmes de domination variés et imbriqués. De fait, la phrase conclusive de l'article de Stevi Jackson publié ici pourrait servir de guide pour lire l'ensemble des articles présentés: «Si ces complexités sont sous-évaluées, nous risquons soit de voir l'hétéronormativité [les femmes], l'ethnicité, la «culture», etc.] comme si fluide et contingente qu'elle peut être facilement déstabilisée, soit de retourner aux pires côtés du vieux paradigme normatif et de la poser comme une norme monolithique si enracinée qu'elle est inexpugnable.» Dans cet esprit, les articles présentés dans ce numéro proposent des analyses différenciées et contextualisées de situations de domination complexes qui caractérisent, plus que jamais, notre époque.

Deuxième trait commun entre les articles choisis: chacune des auteures pose d'emblée la question de savoir d'où elle parle. On constate ainsi à quel point la question du point de vue situé, lancée notamment par Donna Haraway, Sandra Harding et Patricia Hill Collins à la fin des années 1980, fait actuellement partie des acquis incontournables de la pensée féministe. Cette attention épistémologique portée à la différence entre femmes, diversement situées dans l'espace géographique, historique et social, fournit non seulement un riche tableau des préoccupations variées des femmes contemporaines, formulées en fonction de leurs lieux d'énonciation, mais représente également la condition de possibilité d'une montée en généralité qui ne reproduit pas les erreurs d'un universalisme précipité tant dénoncé par les féministes non occidentales.

Les différents cas d'étude proposés dans le *Grand angle* du numéro fournissent des outils pour repenser les contenus des catégories «homme» et «femme», et par extension, les parcours de lutte des mouvements féministes, qui sont induits par des histoires et des contextes nationaux différents. Dans la continuation des thématiques que la revue a traitées de manière intensive ces dernières années (voir notamment «Sexisme et racisme: le cas français», vol. 25, N° 1, 2006; «Sexisme, racisme et post-colonialisme», vol. 25, N° 3, 2006; «Féminismes autour de la Méditerranée», vol. 27, N° 3, 2008; ou encore «Féminismes au Maghreb», vol. 33, N° 2, 2014), nous proposons d'abord un article de Tejaswini Niranjana («De l'importance de la culture pour repenser le langage féministe»), qui réinterroge une catégorie d'analyse fondamentale pour les études genre – la culture – dans une perspective résolument anti-eurocentrique.

Spécialiste des féminismes indiens et «asiatiques» (autre catégorie à questionner, sans doute), Niranjana insiste sur la nécessité de comprendre les termes et les tactiques des mouvements féministes non occidentaux dans le contexte des histoires postcoloniales spécifiques qui les ont façonnés. Son article débute avec une critique intéressante des catégorisations

binaires proposées par Sherry Ortner dans son article désormais classique «*Is Female to Male as Nature Is to Culture?*». En opposition à cette division du travail symbolique, dit Niranjana, la culture en Asie est associée prioritairement aux femmes et non pas aux hommes. Par ailleurs, souligne l'auteure, «la culture est vue comme ce qui reste étranger à la modernité», lieu de préservation d'une essence nationale précoloniale qu'il s'agit de réhabiliter. Aussi a-t-elle joué un rôle primordial dans la pensée et les luttes anticoloniales, notamment en Inde où elle a représenté, et représente encore pour les mouvements conservateurs actuels, ce par quoi la société indienne réussira à garder son essence contre les forces de l'Occident, de la laïcité et de la déchéance morale. Or, la «culture» passant prioritairement par le règlement du comportement des femmes, elle représente un formidable piège pour les mouvements féministes, car toute contestation de l'ordre patriarcal est susceptible d'être taxée de mimétisme/capitulation envers l'Occident et donc de trahir l'esprit de l'Indépendance et de l'idéal national.

Comme le souligne Niranjana, cette lecture de la culture et son rapport «naturel» aux femmes indiennes est en même temps partielle et partielle : partielle parce que maintes autres idées qui ont pris origine en Occident – certaines formes d'égalitarisme, le marxisme ou la démocratie, pour n'en citer que les principales – ne sont pas l'objet des mêmes accusations et ne suscitent pas l'ire des partis conservateurs de la même manière ; partielle parce qu'il est dans les intérêts des hommes asiatiques de discréditer d'emblée les revendications de leurs cocitoyennes. N'empêche que les féministes asiatiques sont face à une double contrainte qu'elles ne cessent de mettre en lumière et de critiquer : rester «authentiques» en adoptant des comportements «traditionnels» qui limitent fortement leurs répertoires d'action, ou contester ces normes et ces pratiques, au risque de se voir accusées d'être des traîtresses à la nation.

L'auteure illustre ces tiraillements à la lumière d'un fait divers qui a secoué l'Inde entière pendant les mois de janvier-février 2009. Le cas oppose un groupe hindou militant pour le maintien de mœurs traditionnels et des jeunes couples qui expriment leur affection en public, se tenant la main ou s'embrassant. En réponse aux agressions de ce groupe, quelques femmes s'auto-identifiant comme le «Consortium des femmes insolentes, libérées et fréquentant les pubs» lancent une campagne via Facebook pour envoyer des culottes roses à ces conservateurs hindous. L'événement, dénommé *Pink Chaddi Campaign* («La campagne des culottes roses»), a eu un grand retentissement, dénotant pour ses instigatrices et pour les médias une nouvelle manière de poser des revendications de femmes en jouant avec la culture. Or, la majorité des féministes indiennes n'ont apprécié ni la nouveauté ni le sens de la campagne. Niranjana le regrette, tout en soulignant les contraintes dans lesquelles elles se trouvent : décidément, on ne se défait pas des normes liées à la «culture traditionnelle» sans payer un prix que les féministes indiennes hésitent encore aujourd'hui à déboursier. Rejoignant par ailleurs certaines des conclusions de Jackson dans ce numéro, l'auteure insiste sur la centralité de la sexualité (et de son

contrôle) dans les débats sur l'émancipation des femmes asiatiques, prise dans une opposition piégée entre culture et modernité.

Intimement liée à la question de l'eurocentrisme est celle du modèle et des stratégies d'émancipation que le féminisme peut proposer dans un monde «mondialisé», c'est-à-dire refaçonné de fond en comble par le paradigme néolibéral contemporain. Cette question implique que nous revenions de façon critique sur les outils mobilisés par la pensée et les mouvements féministes jusqu'à aujourd'hui – et notamment le droit (voir «Le droit à l'épreuve du genre: les lois du genre I», *NQF*, vol. 28, N° 2, 2009; «Quand les mouvements féministes font (avec) la loi: les lois du genre II», *NQF*, vol. 29, N° 1, 2010) – pour y adjoindre une réflexion prospective sur l'économie politique (pour une exploration dans ce sens, voir «Perspectives féministes en sciences économiques», *NQF*, vol. 26, N° 2, 2007). C'est ce que proposent, chacun à leur manière, les articles d'Efi Avdela («Le genre dans la crise, ou ce qui arrive aux «femmes» dans les temps difficiles») et de Blanca Rodríguez-Ruiz («Dépasser le patriarcat: la construction de la citoyenneté comme *altruicité*») dans ce numéro.

Écrivant depuis la Grèce, Efi Avdela mène une réflexion d'une grande actualité sur ce qu'elle identifie comme un phénomène de «re-naturalisation» des rapports de genre sous les effets des crises induites par le paradigme capitaliste néolibéral. Adoptant un regard historique aussi éclairant que rare dans le traitement médiatique contemporain, elle compare la manière dont la catégorie «femme» a été mobilisée et véhiculée lors de deux périodes de grave crise sociale en Grèce, celle de l'entre-deux-guerres et celle contemporaine. L'exercice est payant, car l'analyse en termes de genre permet de sortir d'un discours général sur «la crise» pour saisir, dans les mots de l'auteure, les «dimensions multiples» d'une situation «fugace et variable», et de montrer les transformations qui marquent le passage d'une époque à l'autre, et qui ne vont pas toutes, loin de là, dans le sens d'une autonomie accrue pour les femmes.

Son article débute par une «évidence» qu'il s'agit justement de dénaturer: la crise grecque, qui dure maintenant depuis plus de cinq ans, frappe les femmes de manière disproportionnée et, parmi elles, encore plus les jeunes femmes. Se concentrant sur les femmes «actives», pour lesquelles les chiffres sont disponibles et relativement fiables, Avdela fait un état des lieux dévastateur: 31,7% de chômage pour les femmes grecques en 2013, avec le taux vertigineux de 62,5% pour les jeunes femmes de moins de 25 ans. Mais plus que les chiffres, ce sont les discours qui intéressent l'auteure, à partir desquels elle montre comment l'égalité formelle des hommes et des femmes, acquise au cours des trois dernières décennies, contribue à invisibiliser les conséquences genrées de la crise, en rendant tabous les logiques informelles qui président à leurs mises en œuvre.

C'est ici que le contraste avec la période de l'entre-deux-guerres devient instructif. Si la situation des femmes grecques salariées dans les

années 1920 et 1930 était, sur bien des points, catastrophique (rappelées le plus souvent à leur «devoir» de ménagère, elles font l'objet d'une «préférence», revendiquée tant par les législateurs que par les syndicats, pour le renvoi prioritaire en temps de licenciement, ainsi que de discours ouvertement sexistes et paternalistes), c'est précisément la visibilité des rapports de domination qui permet aux féministes de l'époque de se mobiliser autour des injustices subies. Dans les mots d'Avdela: «Les «femmes» furent transformées en catégorie particulière de salariées... C'est ainsi que la «question des femmes», en devenant objet de négociation dans l'espace public, se politisa.» La situation grecque reflète donc cette forme de paradoxe que les mouvements féministes ne connaissent que trop bien: plus le contexte social laisse la place à des discours ouvertement sexistes et discriminatoires, plus il devient possible de les pointer du doigt et de mobiliser les femmes pour les combattre. Et au contraire, plus l'égalité formelle domine le discours public, plus il devient difficile de traquer les effets générés du système politico-économique, car les tendances statistiques «s'expliquent» dès lors par de supposés choix individuels de personnes qui n'apparaissent comme femmes et hommes que par hasard.

Bien entendu, les discours ouvertement discriminatoires ne se font plus entendre dans la Grèce actuelle. Cependant, Avdela montre en quoi la logique néolibérale est intrinsèquement discriminatoire, notamment parce qu'elle s'en prend à l'État où se trouve le gros des salariées, cantonnées dans des services publics (éducation, santé, sociaux) qui sont les premiers à voir leurs effectifs réduits. À cela s'ajoute la tendance néolibérale à la précarisation pour toutes et pour tous, induisant un phénomène de «féminisation» du travail qui ne dit pas son nom mais qui, au contraire, se fonde dans «une dénonciation généralisée de la «précarité». En conséquence, comme dit l'auteure, «les deux dimensions, celles de la précarité et du genre, n'ont pas été systématiquement reliées et les conséquences de la précarité sur les identités genrées n'ont pas même été formulées en question». Et de conclure, en citant Hardt et Negri, que «les nouvelles formes de contestation collective, extérieurement ouvertes et neutres en ce qui concerne le genre, telles que le mouvement des «indignés» – et sa version grecque, le «mouvement des places publiques» –, contribuent peut-être elles aussi à son invisibilité, précisément parce qu'elles agissent à l'instar de la subjectivité politique indifférenciée connue sous le nom de «foule».

Malgré ces conclusions pessimistes, l'intérêt de la comparaison historique effectuée par Avdela est de montrer que «crise» ne rime pas nécessairement avec oppression accrue des femmes; en effet, chaque configuration historique présente aussi bien des contraintes que des possibilités pour la lutte féministe, et son évolution historique n'est pas tracée d'avance. C'est également dans ce sens que va l'article – explicitement prospectif et programmatique – de Blanca Rodríguez-Ruiz, qui, face à la crise du modèle de citoyenneté contemporain, propose une nouvelle conception capable de nous sortir du paradigme «masculin» en vigueur depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et de garantir une réelle émancipation des femmes (et des hommes, par la même occasion).

Rodríguez-Ruiz prend comme point de départ un constat aussi brutal qu'incontournable : « En tant qu'instruments d'éradication des discriminations contre les femmes, les démocraties occidentales ont épuisé, à différents degrés, le discours sur les droits. » Si le paradigme juridique en général, et certains de ses produits législatifs en particulier, ont permis à certaines femmes d'échapper à certaines formes de discrimination au cours du XX<sup>e</sup> siècle, il présente néanmoins d'importantes limites, liées à la manière dont il conçoit l'individu, sa constitution sociale et sa place dans la collectivité. Fondée sur la fiction de la neutralité abstraite, la citoyenneté a été constituée historiquement sur une conception de l'autonomie de la personne qui ne correspondait, dans les faits, qu'à la situation des hommes dans la société bourgeoise et, encore, qu'à une partie d'entre eux (blancs, propriétaires et éduqués). Qui plus est, cette conception du citoyen libre et autonome rendait invisibles toutes les formes de dépendance (économique, institutionnelle, sociale et affective) qui permettaient aux hommes blancs de vivre et de survivre en tant qu'êtres sociaux. Dans les mots de l'auteure, « [l']État moderne a féminisé la dépendance humaine ainsi que sa gestion et en a apporté la justification en faisant appel à la fois à la nature et aux besoins de la nation ».

Rodríguez-Ruiz s'appuie sur une revue de la littérature extensive pour analyser les phases et les facettes de la mise en place de ce modèle de citoyenneté moderne. Adoptant avec des nuances la distinction de Thomas H. Marshall entre trois formes de droits citoyens – civiques, politiques et sociaux –, elle montre comment l'acquisition des droits par les femmes suit un chemin différent de celui des hommes, et en quoi cette trajectoire genrée est indicative de la dépendance réelle dans laquelle les femmes furent maintenues, jusqu'à aujourd'hui : « La citoyenneté des femmes fut configurée comme sociale plus que civique ou politique, parce qu'ancrée dans la rhétorique des besoins plutôt que construite sur le discours des droits. » Il s'ensuit que le féminisme « a maintenant pour tâche de dé-générer la citoyenneté et de dessiner un nouveau modèle qui puisse servir de paramètre à la reconnaissance des droits ».

Ce nouveau modèle, Rodríguez-Ruiz le nomme *altruicité*, pour tenir compte de la nature relationnelle de l'individu, construit en tant que sujet dans et par ses relations avec autrui. S'inspirant de théoricien-ne-s du politique aussi varié-e-s que Nancy Fraser, Jürgen Habermas, Niklas Luhmann et Iris Marion Young, elle propose de garder l'autonomie au cœur de son modèle normatif, mais de l'enrichir avec la notion de « distance de rôle réflexive » de Seyla Benhabib, soit notre capacité en tant qu'humain à concevoir notre individualité en fonction de celle des autres, et de tenir compte ainsi, dans nos décisions autonomes, de nos relations et de nos dépendances mutuelles. Par ailleurs, à travers les concepts de « citoyenneté différenciée » (de Young) et d'« universalisme différencié » (de Ruth Lister), notamment, Rodríguez-Ruiz nous invite à penser l'*altruicité* comme reposant « sur la tension créative entre la diversité (un fait) et un universalisme (une norme), où l'universalisme devient le but auquel on aspire constamment ».

dans un contexte de flux permanent de différences sociales et où le respect pour l'hétérogénéité devient le véritable test de la citoyenneté». L'auteure résume sa conception dans les termes suivants : «L'autonomie relationnelle se traduit, à l'intérieur de notre réseau, par notre capacité à nous engager dans des échanges critiques réflexifs sur des relations spécifiques qui aboutissent à des actions critiques réflexives [...], dans des processus d'autorégulation, à travers nos relations, mais aussi en opposition avec certaines d'entre elles si nécessaire. Tout cela garantissant notre potentiel de constante régénération et d'autocréation.»

La question des différences sociales, et donc de la variation des catégories «femmes» et «hommes», est également au cœur d'une autre institution qui gouverne le monde : l'hétérosexualité. Dans son article que ce numéro propose («Genre, sexualité et hétérosexualité : la complexité [et les limites] de l'hétéronormativité»), Stevi Jackson pose d'emblée que l'hétérosexualité, pourtant peu étudiée dans les études féministes actuelles qui tendent à privilégier l'analyse de sexualités socialement marginalisées, structure nos relations sociales et nos vies sexuelles, quelles qu'en soient les variations, et «est d'un intérêt majeur pour les féministes parce que nous sommes toutes concernées par les façons dont l'hétérosexualité dépend de, et en même temps garantit la division de genre». Articulant une approche féministe matérialiste et la sociologie interactionniste, son analyse appréhende la «contrainte à l'hétérosexualité» (Adrienne Rich) ou l'hétéronormativité, associée au maintien des inégalités de genre (notamment salariales et domestiques), à la fois comme un phénomène structurel et comme un processus fabriqué en permanence dans les interactions sociales et les pratiques quotidiennes.

Cette posture permet à Jackson d'établir que si la sexualité, qu'elle définit comme «tous les aspects ayant une signification érotique dans la vie sociale, tels que les désirs, les pratiques, les relations et les identités», se pratique en bonne partie de façon conforme aux règles hétéronormatives et genrées, elle prend aussi des formes variables selon les contextes, les lieux et les personnes. En effet, d'un côté il est indéniable que nos vies sexuelles reproduisent les relations hiérarchiques entre hommes et femmes, et celles entre hétéros et homos, mais de l'autre, chacun·e a sa propre compréhension de ce qu'elle ou il vit dans son rapport avec les autres. Ces différences de compréhension, et du coup de pratiques, sont ancrées dans des dimensions structurelles du social – l'hétéronormativité et le genre bien sûr, mais aussi la position de classe par exemple : les classes privilégiées ont plus facilement accès à des conduites sexuelles non conventionnelles que les prolétaires. En même temps, ces variations s'expliquent également par la subjectivité des individus, par le sens qu'elles ou ils donnent à leurs relations sociales (dont les relations sexuelles) et qui se négocie dans l'interaction avec les autres, quand bien même ces négociations ne sont pas épargnées par le genre et l'idéologie de la complémentarité des sexes.

En démêlant les « activités routinières dans lesquelles le genre, la sexualité et l'hétérosexualité sont interconnectés », le texte de Jackson nous permet de réfléchir à des modes de relations qui ne sont pas réductibles à des contraintes de l'hétéronormativité.

Enfin, nous avons choisi d'inclure dans notre rubrique *Champ libre* la traduction d'un article récent de notre regrettée collègue **Brigitte Schnegg** († 2014 ; voir l'hommage que *NQF* lui a dédié dans le vol. 33, N° 2, 2014). Ce texte revient sur la question de l'amitié – entre femmes, entre femmes et hommes, entre hommes – que nous avons abordée de manière exploratoire dans « Amies » (*NQF*, vol. 30, N° 2, 2011) et que l'historienne creuse ici dans le contexte du XVIII<sup>e</sup> siècle dont elle était spécialiste. L'amitié, au cœur de la construction genrée de la société bourgeoise et de la modernité qu'elle analyse, joue elle aussi un rôle important dans les mouvements et les pensées féministes. Nous avons voulu la mettre en action en rendant ce dernier hommage à une féministe, une scientifique, une collègue et une amie disparue bien trop tôt. ■